Organisation et discipline communiste : Prémisses du problème

Les problèmes inhérents aux rapports de la vie intérieure des partis révolutionnaires, présentent un intérêt de grande actualité du fait de la récente et importante discussion au sein du parti communiste russe et parce qu'ils jaillissent à nouveau, au travers de toute la polémique communiste envers d'autres mouvements qui se réclament du prolétariat, et se font jour au travers des débats intériers sur tous les cas de divergence et de crise particulière à notre organisation communiste internationale.

En général, la question est posée d'une façon erronnée parce qu'on oppose ces deux critères : la dépendance mécanique à type centralisateur, et la démocratie majoritaire. Au contraire, la question doit être posée selon une méthode dialectique et historique, car, pour nous marxistes, un « principe », qu'il soit centralisateur ou démocratique, n'a aucune signification, en tant que règle préjudicielle sur la base duquel nous devrions résoudre obligatoirement le problème.

Dans un des numéros de la « Rassegna Communista », l'auteur de ces lignes publia un article sur le « Principe démocratique » (1) dans lequel il en considère l'application dans l'Etat aussi bien que dans les organisations syndicales et politiques, en y développant la démonstration que, pour nous, un tel principe n'a aucune consistance, alors qu'on peut seulement parler d'un mécanisme de démocratie numérique et majoritaire, qu'il peut être utile, pour des organismes donnés, dans des situations historiques données, d'introduire ou de ne pas introduire.

Dans la pensée marxiste est contenue la critique de la pompeuse illusion majoritaire au nom de laquelle le chemin justé est toujours indiqué par la confrontation entre les chiffres d'une votation où chaque individu a le même poids et la même influence. Et cette critique du critère majoritaire peut arriver jusqu'à le repousser comme illusoire, non seulement dans la tromperie monumentale de l'Etat bourgeois parlementaire, mais aussi pour le fonctionnement de l'Etat révolutionnaire, au sein des organismes économiques prolétariens, même de notre parti, tout en réservant l'éventualité de devoir l'appliquer, à défaut d'une convention organisatoire meilleure. Personne ne reconnaît plus que nous, marxistes, l'importance de la fonction des minorités organisées, et la nécessité absolue, dans les phases de la lutte révolutionnaire, que la classe et le parti qui la conduit fonctionne sous la stricte direction des hiérarchies de son organisation, et suivant la discipline la plus solide.

Le fait de nous être libérés de tout préjugé égalitaire et démocratique ne doit cependant nullement nous conduire à poser, comme base de notre action, un nouveau préjugé qui soit la négation formaliste et métaphysique du préjugé démocratique. Nous nous en rapportons, à ce sujet, à la première partie de notre article sur la question nationale (1), quant à la méthode à employer pour la prospection des grands problèmes du communisme.

Dans la pratique, le mécanisme organisatoire et la règle du fonctionnement intérieur des partis communistes sont une ligne intermédiaire, pour ainsi dire, entre le centralisme absolu et la démocratie absolue. Cela résulte aussi de l'expression de « centralisme démocratique » que nous retrouvons dans les textes de l'Internationale, ce que le camarade Trotsky a sagement rappelé en déterminant de grandes discussions parmi les camarades russes.

(1) Voir « Bilan » numéros 2 et 3.

(1) Il s'agit d'un article d'A. Bordiga, sur la question nationale que nous comptons publier d'ici peu. N. D. L. R.

Nous devons dire tout de suite que nous ne croyons pas pouvoir demander les solutions des problèmes révolutionnaires aux principes abstraits et traditionnalistes de « liberté » et « d'autorité » et que, d'autre part, nous ne serions pas satisfaits d'un expédient qui croierait nous donner une réponse par une sorte de mélange des deux termes précités, considérés comme coëfficients fondamentaux à combiner entre eux.

La position communiste, dans les problèmes d'organisation et de discipline doit, à notre avis, ressortir beaucoup plus complète, plus satisfaisante et plus originale. Pour l'indiquer en synthèse (tout en faisant comprendre que nous sommes contre tout critère de fédéraliste autonomiste, et acceptons le terme de centralisme pour ce qu'il a de synthèse et d'unité en opposition à l'association presque accidentelle et « libérale » de forces surgissantes des plus diverses initiatives indépendantes), nous préférons depuis longtemps l'expression « centralisme organique ». Un développement plus complet de cette dernière conclusion se trouve, mieux encore que dans les considérations de cette étude, qui représentent quelques prémisses initiales, très probablement dans les textes qui pourront être discutés au 5e Congrès de l'Internationale. Le problème est aussi considéré, en partie, dans les thèses sur la tactique pour le 4e Congrès de l'I. C., qui ont été dernièrement reproduites par « Stato Operaio ».

***

Il nous faudra maintenant nous référer à quelques éléments historiques dont il faut tenir compte pour éviter toute solution simpliste du problème : celle qui, à chaque moment, veut qu'un vote soit exprimé pour donner raison à la majorité et l'autre qui veut, par contre, qu'on donne chaque fois raison aux hiérarchies centrales et suprêmes. Il s'agit de montrer comment on doit arriver, par un chemin réel et dialectique, à la résolution effective des dilemmes parfois pénibles auxquels donnent lieu les problèmes de caractère disciplinaire.

Rapportons-nous à l'histoire des partis socialists traditionnels et de la Deuxième Internationale. Ces partis, par la voie des groupes opportunistes, qui en avaient pris la direction, se réfugiaient à l'ombre des principes bourgeois de démocratie et d'autonomie des différents organes. Mais cela n'empêchait évidemment pas que, contre les groupes de la gauche, qu réagissaient aux courants opportunistes et révisionnistes, l'on employa largement l'épouvantail de la discipline envers les majorités, et de la discipline aux chefs. Mieux, cette discipline devint l'expédient fondamental par lequel ces partis purent s'acquitter, surtout lors de l'éclosion de la guerre mondiale, de la fonction — dans laquelle ils dégénérèrent — d'instruments pour la mobilisation idéologique et politique de la classe ouvrière par la bourgeoisie. On imposa ainsi une véritable dictature des éléments de la droite, contre laquelle les révolutionnaires durent lutter, non pas parce que les principes immanents de la démocratie intérieure du parti étaient violés, ou pour lutter contre le critère de concentration du parti de classe — que, par contre, la gauche marxiste revendiquait — mais parce que, dans la réalité concrète, il fallait s'opposer à des forces effectivement antiprolétariennes et antirévolutionnaires.

On justifia ainsi pleinement, dans ces partis, la méthode de construire des fractions d'opposition aux groupes dirigeants, de conduire contre ces derniers une critique impitoyable, pour en arriver enfin à la séparation et à la scission, qui permirent de fonder les partis communistes actuels.

Il est donc évident que le critère de la discipline « pour la discipline » est, dans des situations données, employé par des contre-révolutionnaires et sert à entraver le développement qui conduit à la formation du véritable parti de classe.

L'exemple le plus glorieux, du comment il faut savoir mépriser l'influence démagogique des sophismes, nous est justement donné par Lénine qui fut cent fois attaqué comme désagrégateur, violateur des devoirs envers le parti, mais qui poursuivit imperturbablement son chemin, et devint le revendicateur des critères sainement marxistes de centralisation organique dans l'Etat et dans le parti de la révolution, Par contre, l'exemple le plus malheureux de l'application formaliste et bureaucratique de la discipline nous a été donné par le vote que K. Liebknecht